

Documents d'information

SG/Inf(2023)10

17 février 2023

**Rapport de la mission d'information en Roumanie de
Mme Leyla Kayacik
Représentante spéciale de la Secrétaire Générale pour les migrations et les réfugiés
12-14 décembre 2022**

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION	3
I.1.	Contexte de la mission	3
I.2.	Dates et délégation	4
I.3.	Réunions et sites visités	4
II.	ACCÈS AUX PROCÉDURES DE PROTECTION	6
II.1.	Chiffres et données	6
II.2.	Cadre législatif et accès à la protection temporaire	8
III.	INSTALLATIONS D'ACCUEIL ET ACCÈS AUX SERVICES	10
III.1.	Accès au logement	10
III.2.	Accès aux soins de santé	11
III.3.	Besoin de soutien psychologique	12
III.4.	Accès au marché du travail	13
IV.	PERSONNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ	15
IV.1.	Enfants	15
IV.1.1.	Enfants non accompagnés et séparés	15
IV.1.2.	Accès à l'éducation	17
IV.2.	Réfugiés non ukrainiens	19
IV.3.	Réfugiés roms	19
IV.4.	Personnes handicapées	20
V.	PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE ET PRÉVENTION DE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS	21
V.1.	Soutien aux victimes de crimes de guerre	21
V.2.	Protection contre la violence et les abus	21
V.3.	Traite des êtres humains	23
VI.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	25
VII.	ANNEXE: PROGRAMME DE LA VISITE	26

I. INTRODUCTION

I.1. CONTEXTE DE LA MISSION

1. L'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine commencée le 24 février 2022 a entraîné le plus important afflux de réfugiés en Europe depuis la seconde guerre mondiale. En quelques jours, des millions de personnes ont quitté le pays, en quête de sécurité dans les pays voisins et au-delà.
2. Après le début de la crise en Ukraine, la Représentante spéciale de la Secrétaire Générale pour les migrations et les réfugiés (RSSG) a convoqué, le 9 mars 2022¹, une réunion extraordinaire en ligne du Réseau des correspondants sur les migrations du Conseil de l'Europe (CdE) afin d'obtenir des informations sur la population civile fuyant l'Ukraine. Cette réunion a été l'occasion de mettre l'accent sur la nécessité de protéger les personnes en situation de vulnérabilité contre les abus, l'exploitation et la traite. Les besoins supplémentaires en termes d'accès aux soins de santé, y compris de soutien adéquat pour l'assistance psychologique, l'accès à l'éducation, l'intégration linguistique et l'accès au marché du travail ont également été soulignés par les correspondants sur les migrations.
3. La RSSG a convoqué une réunion du Groupe de coordination intersecrétariat du CdE le 24 mars 2022, afin de répondre aux besoins des réfugiés présentés par les correspondants, et de coordonner les activités du CdE dans le but de fournir une assistance adéquate sur le terrain, dans le cadre du mandat du CdE et conformément au Plan d'action sur la protection des personnes vulnérables dans le contexte des migrations et de l'asile en Europe 2021-2025 (Plan d'action)². La RSSG a organisé une réunion en ligne le 8 avril 2022 avec les représentants d'organisations internationales telles que l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef), l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) et l'OSCE/BIDDH³. L'objectif principal de cette réunion était d'échanger des informations sur les actions menées par ces organisations internationales dans le contexte de la crise en Ukraine⁴ et de déterminer comment le CdE, dans le cadre de son mandat, peut compléter au mieux les efforts en cours. La RSSG a également échangé avec des représentants de la société civile lors de la session de printemps de la Conférence des OING le 5 avril 2022.
4. Sur la base des résultats de ces réunions et conformément à son mandat⁵, la RSSG a décidé d'effectuer des missions d'information dans les États membres les plus touchés par cet afflux soudain et imprévu de réfugiés. Avant sa mission en Roumanie, la RSSG s'est rendue en 2022 en République slovaque (du 2 au 4 mai 2022), en République tchèque (du 4 au 6 mai 2022), en Pologne (du 30 mai au 2 juin 2022) et en République de Moldova (13 et 14 juin 2022).

¹ [Réunion extraordinaire du Réseau des correspondants sur les migrations – Actualités \(CdE.int\)](#)

² [Plan d'action sur la protection des personnes vulnérables dans le contexte des migrations et de l'asile en Europe](#)

³ [Réfugiés fuyant l'Ukraine : échange d'informations avec les partenaires internationaux - Actualités \(CdE.int\)](#)

⁴ Voir dans ce contexte le [Plan régional d'intervention pour les réfugiés en Ukraine \(RRP\)](#) (uniquement en anglais) qui fournit une réponse globale des agences des Nations Unies pour soutenir les efforts des pays pour protéger et aider les réfugiés venant d'Ukraine et le [rapport de la FRA/UE: Postes-frontière UE-Ukraine: premières observations de terrain](#) (uniquement en anglais)

⁵ [Mandat de la RSSG \(CdE.int\)](#)

I.2 DATES ET DÉLÉGATION

5. Ce rapport a été préparé à la suite de la visite de la RSSG en Roumanie entre le 12 et le 14 décembre 2022 afin de constater les défis sur le terrain et la réponse des autorités roumaines. Le rapport donne un aperçu de la situation des personnes ayant fui et arrivant encore d'Ukraine, sur la base des observations de la RSSG et de son équipe pendant la mission. La visite visait également à évaluer si le CdE pouvait fournir une assistance adéquate, notamment par le biais du Plan d'action. L'accent est donc principalement mis sur les personnes vulnérables. Des questions majeures telles que l'accès au logement, aux soins de santé et au marché du travail, qui jouent un rôle important pour la protection et l'inclusion des réfugiés à long terme, sont également abordées.
6. Compte tenu du fait que la majorité des personnes venant d'Ukraine sont des femmes et des enfants, et de leur extrême vulnérabilité⁶, la délégation de la RSSG comprenait un membre du Groupe d'experts du CdE sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO), M^{me} Ellen O'Malley Dunlop. Son rôle était d'apporter une expertise thématique sur cette question identifiée comme prioritaire. La conseillère principale de la RSSG, M^{me} Sylvie Bollini, et sa conseillère M^{me} Anne Kayser ont également assisté M^{me} Leyla Kayacik durant la mission.
7. Le soutien apporté par le ministère de l'Intérieur de la Roumanie dans la planification et l'organisation de cette visite a été essentiel et très apprécié, tout comme la disponibilité des autorités roumaines tout au long de la visite.

I.3. RÉUNIONS ET SITES VISITÉS

8. À Bucarest, la RSSG a rencontré le secrétaire d'État aux Affaires internationales et aux Stratégies diplomatiques - ministère des Affaires étrangères, M. Traian Hristea; le secrétaire d'État du ministère de la Justice George Cătălin Șerban; le secrétaire d'État du ministère de la Santé, Dr. Tiberius Marius Brădățan; le secrétaire d'État chargé de l'Intégration scolaire des enfants ukrainiens réfugiés du ministère de l'Éducation, M. Ionel-Florian Lixandru; la secrétaire d'État M^{me} Elena Tudor, présidente de l'Autorité nationale pour la protection des droits de l'enfant et l'adoption; et la présidente de l'Agence nationale pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes M^{me} Luminita Popescu.
9. Elle a également rencontré M. Florin Cotosman, président de l'Agence nationale pour l'emploi (ANOFM) et des experts du ministère du Travail et de la Protection sociale, notamment des experts s'occupant des personnes handicapées.
10. En outre, la RSSG a eu l'occasion d'échanger avec Mme Renate Weber, l'Avocat du Peuple (médiateur) de Roumanie.
11. La délégation a rencontré le Colonel Silviu Stoian, directeur adjoint de la direction générale de la Protection civile au sein du département de la Protection civile, le commissaire Ivan Cătălin, chef intérimaire de l'unité pour les Politiques UE-OTAN et le Partenariat stratégique dans le domaine de la protection civile, M. Mihai Lupu, conseiller du secrétaire d'État Raed Arafat, et M^{me} Raluca Erdinc, commissaire de police, unité des Relations internationales, puis a également tenu des réunions en ligne avec le secrétaire d'État, chef de bureau du département des Situations d'urgence au sein du ministère de l'Intérieur, Dr. Raed Arafat ainsi qu'avec la conseillère d'État auprès du bureau du Premier ministre, Mme Mădălina Turza.

⁶ Nécessité urgente de protéger les enfants ukrainiens en migration contre le risque d'exposition aux abus sexuels - Droits des Enfants et [Guerre en Ukraine : protéger les femmes et les filles](#)

12. À Bucarest, la RSSG a eu un échange de vues avec des représentants des agences des Nations Unies (HCR, Unicef, OIM) et avec un grand nombre de représentants de la société civile.
13. La RSSG a également rencontré des avocats spécialisés du Barreau roumain.
14. Le Centre RomExpo, visité par la RSSG le 13 décembre, est un centre des congrès et d'exposition qui a été transformé en un centre multiservice intégré pour les réfugiés. Il est situé à environ huit kilomètres du centre-ville et couvre une superficie totale de 100 000 mètres carrés. RomExpo représente un excellent exemple de coordination et de coopération efficaces entre les entités gouvernementales, les autorités locales, les organisations internationales et la société civile. Plusieurs acteurs nationaux et internationaux, dont des agences des Nations Unies (HCR, OIM, Unicef) et des ONG, travaillent ensemble pour fournir un large éventail de services. Une partie du centre est gérée par le HCR et l'autre par le ministère de l'Intérieur, en étroite collaboration. Au moment de la visite, entre 500 et 600 personnes se présentaient au centre RomExpo chaque jour.
15. Sur place, la RSSG a rencontré M. Toni Greblă, préfet de Bucarest, et des représentants de toutes les agences des Nations Unies travaillant conjointement au centre. L'assistance du HCR et de l'Inspection générale de l'immigration pendant la visite a été très appréciée.
16. L'Inspection générale de l'immigration, soutenue par l'Agence européenne pour l'asile (EUAA), enregistre les personnes venant d'Ukraine pour leur accorder le statut de protection temporaire. Les documents d'enregistrement et les permis peuvent être imprimés directement sur place, ce qui représente un gain de temps remarquable. Les personnes considérées comme vulnérables sont enregistrées dans une base de données spécifique.
17. RomExpo est le principal centre d'enregistrement en Roumanie mais sert également de guichet unique pour tous les services disponibles gratuitement. La municipalité a installé un supermarché gratuit utilisé quotidiennement par environ 1300 réfugiés, mettant à disposition des articles de première nécessité, tels que des vêtements, du matériel de puériculture et des articles d'hygiène. Le HCR a par ailleurs mis en place un centre d'inscription pour fournir de l'aide financière en espèces. A ce jour, plus de 32 000 réfugiés en ont bénéficié. RomExpo est également équipé d'un espace adapté aux enfants.
18. Un bureau de conseil du HCR offre un espace sûr et confidentiel aux réfugiés pour discuter des questions de protection et recevoir des informations appropriées sur l'assistance sanitaire et une orientation pour l'éducation et les opportunités d'emploi. Des conseils juridiques sont également fournis par le Conseil national roumain pour les réfugiés (CNRR) en matière de citoyenneté, de logement, de droits socio-économiques, de services et de prestations sociales. Des milliers de réfugiés ont bénéficié de cette aide juridique grâce au centre.
19. Le ministère de l'Éducation, avec le soutien de la Banque mondiale, a créé en août 2022 un bureau de l'éducation où les parents peuvent recevoir des informations sur les possibilités d'éducation en Roumanie et inscrire leurs enfants dans les établissements d'enseignement roumains.
20. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), avec le soutien du ministère de la Santé et par l'intermédiaire de ses partenaires, fournit une assistance médicale comprenant la médecine générale, les services de santé sexuelle et reproductive et le soutien psychologique. Des consultations gynécologiques et pour les cas de grossesse sont disponibles sur rendez-vous. L'ONG Fundatia Sensiblu a également ouvert un bureau pour fournir des conseils en matière de violence basée sur le genre et un soutien pour l'orientation, ainsi que pour organiser des séances de sensibilisation.

21. La RSSG a également visité le Centre régional de Giurgiu pour les procédures et l'hébergement des demandeurs d'asile, qui est à la fois un centre d'accueil et d'enregistrement situé très près de la frontière bulgare. Le centre fournit une assistance sous forme d'informations, de conseils, d'éducation, de services culturels et sociaux et de soutien matériel, et facilite l'accès des réfugiés et des migrants au logement, aux soins de santé et au marché du travail. L'OIM et plusieurs ONG soutiennent l'inclusion sociale de ressortissants de pays tiers installés dans plusieurs départements du sud-est de la Roumanie. Le jour de la visite, des personnes fuyant l'Ukraine avaient été transférées en bus depuis Constanta jusqu'au centre afin de procéder à leur enregistrement pour la protection temporaire.
22. La RSSG a été informée que le centre accueille exclusivement des hommes demandeurs d'asile. Il a une capacité de 100 places réparties dans sept chambres. Au moment de la visite de la RSSG, 25 demandeurs d'asile principalement originaires de Syrie et d'Afghanistan étaient hébergés à Giurgiu.
23. La délégation a également visité un centre d'hébergement pour réfugiés géré par la Direction générale de l'enfance et de la protection sociale (DGASPC), situé à Bucarest. Le centre accueille des personnes vulnérables, des personnes âgées, handicapées ou atteintes de maladies graves. Au moment de la visite, il accueillait également des familles roms.
24. La délégation a aussi visité un centre éducatif pour les enfants réfugiés de la maternelle à la huitième année scolaire.

II. ACCÈS AUX PROCÉDURES DE PROTECTION

II.1. CHIFFRES ET DONNÉES

25. La Roumanie est un pays voisin de l'Ukraine et gère 2070,6 km de frontières extérieures de l'Union européenne, dont 649,4 km avec l'Ukraine⁷. La Roumanie n'avait jamais été confrontée à un tel afflux de personnes franchissant ses frontières. Au moment de la visite, le nombre de personnes ayant fui l'Ukraine et ayant décidé de rester en Roumanie dépassait 100 800 personnes. 89% d'entre elles étaient des femmes et des enfants⁸. Au 5 janvier 2023, ce chiffre avait atteint les 107 241 réfugiés dont 47 851 enfants, et 4 397 demandeurs d'asile ukrainiens⁹. Le nombre de passages de frontières a atteint plus de 3,2 millions¹⁰.
26. Les réfugiés entrent en Roumanie depuis l'Ukraine par Porubne, Dyakove, Solotvyne et d'autres points de contrôle. L'Inspection générale de l'immigration gère l'accueil et l'enregistrement des demandeurs d'asile et des bénéficiaires de la protection internationale par l'intermédiaire de 6 centres régionaux et de 4 points d'entrée frontaliers clés. Il est également possible d'entrer en Roumanie par les points de contrôle avec la République de Moldova : Kostesti-Stinka, Giurgiulesti-Galati, Lipcani-redeuc-Prut¹¹. Quinze centres de transit temporaires pour les réfugiés ont été créés le long de la frontière avec la République de Moldova et l'Ukraine. L'accès gratuit à des transferts en train et en bus depuis les frontières vers le territoire roumain ainsi qu'aux transports publics dans de nombreuses villes est disponible. Des couloirs verts ont été établis, permettant aux réfugiés ukrainiens de se rendre sans frais dans un autre pays.

⁷ [Roumanie | OSCE POLIS](#) (uniquement en anglais)

⁸ [Plan régional d'intervention du HCR auprès des réfugiés pour la situation en Ukraine](#) (uniquement en anglais)

⁹ [Réponse de la Roumanie à la crise des réfugiés d'Ukraine – Rapport annuel janvier 2023](#) (uniquement en anglais)

¹⁰ Ibidem.

¹¹ [Visitez l'Ukraine – Roumanie : informations utiles pour les réfugiés ukrainiens](#) (en anglais, ukrainien, russe ou allemand)

27. Le 8 mars 2022, les Gouvernements de la République de Moldova et de Roumanie, avec le soutien de l'OIM et du HCR, ont mis en place « un transfert rapide » des personnes fuyant l'Ukraine, y compris des ressortissants de pays tiers, depuis la République de Moldova vers la Roumanie, soit un trajet de quelque 230 km. Le premier convoi est parti du point de passage frontalier de Palanca le 10 mars 2022, transportant 250 réfugiés vers Husi en Roumanie. Plus de 14 000 personnes ont bénéficié de cette initiative en 2022¹².
28. Toutes les sources et interlocuteurs s'accordent à dire que la mobilisation et le soutien apportés par les autorités roumaines, la société civile et les particuliers ont été extraordinaires. En l'espace de quelques jours, un groupe de travail gouvernemental spécial relevant de la Chancellerie du Premier ministre a été mis en place, un certain nombre de dispositions juridiques spécifiques ont été adoptées et un coordinateur stratégique de la réponse humanitaire a été désigné. Sous la supervision de la conseillère d'État, M^{me} Madalina Turza, un mécanisme de coordination global impliquant le gouvernement central, les autorités locales, les ONG et les organisations internationales a été créé. Une semaine après le début de l'agression, des numéros de téléphone d'assistance ont été mis à disposition en ukrainien et une plateforme pour les ressources et dons privés, ainsi qu'un système de vérification des faits et de lutte contre la désinformation ont été mis en place¹³.
29. En dehors de RomExpo (voir section I.3.14), il existe 6 centres régionaux et 42 bureaux disponibles pour l'enregistrement en Roumanie.
30. La réponse globale de la Roumanie à l'afflux important de réfugiés s'est déroulée en deux phases. La première, la réponse d'urgence, a été menée par le département des Situations d'urgence, qui a supervisé la coordination de tous les services et les ressources fournies aux réfugiés. Avec l'implication de 55 ONG travaillant en Roumanie¹⁴, toutes les parties prenantes concernées (voir para. 28) se coordonnent et s'informent mutuellement par le biais de réunions hebdomadaires en ligne.
31. La deuxième phase de la réponse est consacrée aux mesures à moyen et long terme. Un plan d'action spécifique de trois ans, le Plan national de mesures pour la protection et l'inclusion des réfugiés ukrainiens, le premier du genre dans l'UE, a été adopté dans le cadre de la réponse visant à l'inclusion à plus long terme, y compris les mesures de sécurité¹⁵. Sous l'égide des ministères compétents, six groupes de travail thématiques ont été créés : sur le travail, le logement, l'éducation, la santé, les enfants et les jeunes, et les personnes vulnérables. Plus de 20 mesures législatives ont été adoptées pour soutenir la protection et l'inclusion des réfugiés ukrainiens. Les mesures de coordination mises en place constituent une pratique prometteuse et efficace dans ce contexte, qui pourrait inspirer d'autres États membres qui accueillent des réfugiés.
32. Le 22 septembre 2022, le Gouvernement roumain a accueilli le premier forum européen de dialogue politique et de coopération sur ces questions : « le Forum de Bucarest, vers une plateforme européenne commune pour l'inclusion des réfugiés ». Présidé par la conseillère d'État et coordinatrice stratégique de la réponse humanitaire, 23 délégations nationales y étaient représentées, ainsi que la DG Reform, la DG Home, l'OCDE et des représentants des agences des Nations Unies. Les participants ont échangé des bonnes pratiques, partagé des points de vue sur les défis à venir et convenu d'organiser une deuxième réunion¹⁶.

¹² [L'ONU salue et soutient l'initiative visant à accélérer le transfert des personnes fuyant l'Ukraine vers la Roumanie via la République de Moldova | International Organization for Migration](#)

¹³ Dopomoha <https://dopomoha.ro/en> (en anglais, roumain, ukrainien ou russe)

¹⁴ [Réponse de la Roumanie à la crise des réfugiés d'Ukraine – Rapport annuel janvier 2023](#) (uniquement en anglais)

¹⁵ [National plan of measures on the protection of displaced persons from Ukraine |](#) (uniquement en anglais)

¹⁶ <https://www.nineoclock.ro/2022/09/08/bucharest-forum-pm-ciuca-we-must-invest-in-significant-policies-to-integrate-ukrainian-refugees-president-iohannis-in-these-difficult-times> (uniquement en anglais)

II.2. CADRE LÉGISLATIF ET ACCÈS À LA PROTECTION TEMPORAIRE

33. Le principal acte législatif relatif aux procédures d'asile, aux conditions d'accueil, à la détention et au contenu de la protection internationale est la loi n° 122 de mai 2006 sur l'asile en Roumanie (loi sur l'asile)¹⁷. Elle régleme les procédures d'asile, les statuts juridiques des demandeurs et des bénéficiaires de la protection internationale, les conditions d'accueil, la détention et le contenu de la protection internationale¹⁸.
34. Le Gouvernement roumain a adopté une ordonnance d'urgence le 27 février 2022¹⁹ sur les mesures d'aide humanitaire prises en Roumanie pour soutenir les personnes fuyant l'agression russe en Ukraine. Suite à la décision du Conseil de l'Union européenne²⁰ d'activer la directive européenne sur la protection temporaire²¹ le 4 mars, une deuxième ordonnance a été adoptée le 7 mars²².
35. En Roumanie, les catégories suivantes bénéficient de la protection temporaire : les citoyens ukrainiens, indépendamment de la date de leur arrivée en Roumanie ; les ressortissants de pays tiers non ukrainiens ou les personnes apatrides qui bénéficiaient d'une protection internationale ou d'une forme de protection équivalente en Ukraine avant le 24 février 2022, indépendamment de la date de leur arrivée en Roumanie, ainsi que les ressortissants de pays tiers non ukrainiens ou les personnes apatrides ayant quitté l'Ukraine le 24 février 2022 ou après, qui peuvent prouver qu'ils résidaient légalement en Ukraine avant le 24 février 2022 sur la base d'un permis de séjour permanent valide délivré conformément à la législation ukrainienne, et qui ne sont pas en mesure de retourner dans des conditions sûres et durables dans leur pays ou région d'origine.
- Pour les deux premières catégories, les membres de la famille suivants qui ont quitté l'Ukraine après le 24 février peuvent s'inscrire comme bénéficiaires de la protection temporaire : le/la conjoint/e du bénéficiaire ; les enfants mineurs non mariés du bénéficiaire ou du/de la conjoint/e du bénéficiaire, qu'ils soient nés du mariage, hors mariage ou adoptés ; les autres parents proches qui vivaient ensemble dans le cadre d'une même unité familiale au moment de l'afflux massif de personnes déplacées, et qui étaient entièrement ou principalement à la charge du bénéficiaire; d'autres parents proches qui vivaient ensemble au sein de l'unité familiale au moment des circonstances de l'afflux massif de personnes déplacées et dont le bénéficiaire était entièrement ou principalement dépendant, en lien de parenté directe jusqu'au deuxième degré et parenté en ligne collatérale jusqu'au troisième degré, s'ils ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine dans des conditions sûres et durables. Pour la troisième catégorie principale, s'ils ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine dans des conditions sûres et durables, les membres de la famille suivants ayant quitté l'Ukraine après le 24 février peuvent être enregistrés : le/la conjoint/e du bénéficiaire ; les enfants mineurs non mariés du bénéficiaire ou du/de la conjoint/e du bénéficiaire, qu'ils soient nés du mariage, hors mariage ou adoptés, et les autres parents proches qui vivaient ensemble dans le cadre d'une même unité familiale au moment des circonstances de l'afflux massif de personnes déplacées, et dont le bénéficiaire dépendait entièrement ou principalement, en lien de parenté directe jusqu'au deuxième degré et parenté en ligne collatérale jusqu'au troisième degré.
36. La deuxième ordonnance d'urgence a introduit des mesures supplémentaires : le droit de travailler en Roumanie pour les citoyens ukrainiens sans visa de travail, le droit pour toutes les personnes venant d'Ukraine de recevoir une assistance médicale primaire gratuite et d'être

¹⁷ Profil du pays - Roumanie, Base de données européenne sur le droit d'asile, [Aperçu du cadre juridique - Base de données d'information sur l'asile | Conseil européen sur les réfugiés et les exilés \(asylumineurope.org\)](#) (uniquement en anglais)

¹⁸ [Aperçu du cadre juridique - Base de données d'information sur l'asile | Conseil européen sur les réfugiés et les exilés \(asylumineurope.org\)](#) (uniquement en anglais)

¹⁹ [Ordonnance d'urgence no 15/2022 du 27 février 2022](#) (uniquement en roumain)

²⁰ [Décision d'exécution \(UE\) 2022/382 du Conseil du 4 mars 2022](#)

²¹ [Directive 2001/55/CE](#) du Conseil du 20 juillet 2001

²² [Ordonnance d'urgence 20/22 du 7 mars 2022](#) (uniquement en roumain)

incluses dans les programmes de santé nationaux; la gratuité des transports publics; des dispositions concernant la protection des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées et leur accès aux services sociaux, ainsi que l'accès des enfants aux systèmes d'éducation classiques. Le gouvernement a également introduit des déductions fiscales pour les particuliers et les entreprises qui font des dons pour soutenir les mesures susmentionnées²³.

37. En 2022, 102 729 personnes fuyant l'Ukraine se sont inscrites pour une protection temporaire en Roumanie²⁴. La durée de la protection temporaire est d'un an, avec la possibilité d'avoir deux prolongations automatiques successives de six mois.
38. Tout en saluant les efforts et la générosité des autorités roumaines dans la protection fournie aux personnes fuyant l'Ukraine quel que soit leur statut de citoyenneté, la RSSG a été informée par les ONG de certains défis. Les personnes hébergées dans des logements privés ont des difficultés à fournir un certificat de résidence officiel. Elles n'ont pas de contrat de location et leur adresse n'est pas mentionnée dans le document d'enregistrement car il n'existe aucune obligation légale à cet égard ; elles ne peuvent donc pas bénéficier de certaines prestations sociales, telles que les allocations familiales.

²³ Pour les amendements et leur entrée en vigueur, voir également [le premier bulletin UA de la FRA](#), annexe (p. 26) (uniquement en anglais)

²⁴ [Rapport annuel du HCR Aperçu 2022](#) (uniquement en anglais)

III. INSTALLATIONS D'ACCUEIL ET ACCÈS AUX SERVICES

III.1. ACCÈS AU LOGEMENT

39. Les autorités et citoyens roumains ont fait preuve d'une générosité exceptionnelle en accueillant les réfugiés d'Ukraine et en leur donnant accès aux droits et services de base. Un groupe de travail gouvernemental pour les questions liées au logement, sous l'égide du ministère du Développement et impliquant des agences des Nations Unies et des représentants de la société civile, a été rapidement mis en place.
40. En ce qui concerne la phase d'urgence, entre février et décembre 2022, 18 956 réfugiés d'Ukraine ont été hébergés dans des centres de transit²⁵. Plus de 55 000 places d'hébergement ont été aménagées dans 1 537 centres d'accueil opérationnels.
41. L'assistance est fournie par les différents « Centres régionaux pour le logement et les procédures pour demandeurs d'asile » dans les départements et des informations sont également disponibles sur des sites internet dédiés, comme la plateforme gouvernementale « The Roof », disponible en quatre langues, dont l'ukrainien²⁶.
42. Les autorités roumaines ont hébergé des réfugiés dans des logements inutilisés appartenant aux autorités publiques locales et centrales. D'autres établissements ont été identifiés et le gouvernement rénove actuellement 2 200 appartements inoccupés. Au 5 janvier 2023, il y avait 7 173 logements occupés²⁷, ce qui représente 14% de la capacité globale d'hébergement.
43. La Banque de développement du CdE (CEB) en 2022 a approuvé 942 000 € de dons au profit de l'OIM Roumanie afin de soutenir la réponse actuelle à la migration en provenance d'Ukraine.
44. La Commission européenne a accordé 450 millions d'euros dans le cadre de l'Action de cohésion pour les réfugiés en Europe (CARE) pour l'assistance aux réfugiés d'Ukraine, afin de leur fournir logement, nourriture, soins de santé, éducation ou emplois²⁸. L'ONU a lancé un Plan régional d'intervention en faveur des réfugiés incluant également la Roumanie²⁹.
45. Pour faciliter l'hébergement des réfugiés, un programme national de remboursement des frais de logement et de nourriture a été approuvé le 27 février 2022³⁰. Ce programme appelé « 50/20 » permet aux hôtes privés de percevoir 50 RON par jour et par personne accueillie pour le logement, et 20 RON par jour et par personne accueillie pour la nourriture. Au 5 janvier 2023, le montant dépensé par le gouvernement dans le cadre du programme 50/20 était de 373 941 992 RON (plus de 76 millions d'euros) pour le logement et de 152 063 544 RON (près de 31 millions d'euros) pour la nourriture. Les départements qui comptent le plus grand nombre de bénéficiaires sont Constanta, Bucarest-Ilfov, Suceava et Brasov. Au total, 352 846 € sont investis chaque jour dans le programme 50/20.
46. En partenariat avec AirBnB, 1 545 personnes ont également trouvé un logement via la plateforme avec l'aide des autorités.

²⁵ [Réponse de la Roumanie à la crise des réfugiés d'Ukraine – Rapport annuel janvier 2023](#) (uniquement en anglais)

²⁶ [Un Acoperiş \(unacoperis.ro\)](#) (uniquement en anglais)

²⁷ [Réponse de la Roumanie à la crise des réfugiés d'Ukraine – Rapport annuel janvier 2023](#) (uniquement en anglais)

²⁸ [La CE débourse 450 millions d'euros à la Roumanie pour l'accueil des réfugiés ukrainiens | Romania Insider \(romania-insider.com\)](#) (uniquement en anglais)

²⁹ <https://humanitarianaction.info/plan/1103> (uniquement en anglais)

³⁰ [Ordonnance d'urgence no 15/2022 du 27 février 2022](#) (uniquement en roumain)

47. Selon une enquête du HCR effectuée en décembre 2022, 36% des personnes interrogées affirmaient qu'elles ne recevaient pas l'indemnité du programme 50/20 relative à la nourriture, ni en espèces ni en nature³¹. Des représentants d'ONG ont également souligné que ce système engendre un risque d'extorsion pour les réfugiés car il dépend exclusivement de la bonne volonté de l'hôte en tant que premier destinataire de l'aide financière publique.
48. Tout en saluant les efforts réalisés, la RSSG attire l'attention sur les risques liés au programme 50/20 et note que des réflexions sur la réforme du système de remboursement sont en cours au niveau gouvernemental.

III.2. ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ

49. L'accès aux soins de santé pour les personnes fuyant l'Ukraine est garanti par l'ordonnance d'urgence n° 20/2022 sur l'assistance humanitaire aux personnes fuyant l'Ukraine³². Cette ordonnance leur accorde le droit de recevoir gratuitement des soins et traitements médicaux primaires, des soins médicaux d'urgence et des traitements gratuits en cas de maladies aiguës ou chroniques mettant leur vie en danger.
50. Le système est déjà sous pression, notamment en raison des conséquences de la crise de la covid-19, et s'efforce de faire face à un grand afflux de personnes. Une étude de l'OMS³³ a mis en exergue qu'après six mois ou plus en Roumanie, les réfugiés se sentent mieux informés sur la manière dont ils peuvent bénéficier des soins de santé grâce au partage d'expériences avec d'autres réfugiés et aux efforts déployés par les autorités sanitaires.
51. Selon la même étude de l'OMS, ainsi que selon les ONG, l'accès aux médicaments sur ordonnance, aux soins dentaires et à la vaccination pour les enfants et les adultes, ainsi que l'accès à des services de santé mentale de qualité, demeurent des défis qui nécessitent une attention particulière.
52. Les nouvelles mères ont besoin d'un soutien particulier. En raison de la barrière de la langue, souvent, les femmes réfugiées ne cherchent pas à obtenir les soins et le soutien dont elles ont besoin pendant et après leur grossesse. Selon plusieurs ONG, certaines femmes préfèrent, si et quand cela est possible, retourner en Ukraine pour recevoir ces soins.
53. La barrière de la langue a également été mentionnée par les autorités et les ONG comme l'un des principaux obstacles à l'accès aux soins de santé. Même si cela est prévu par la loi certains médecins généralistes ne veulent pas prendre la responsabilité de prendre en charge un patient dont ils ne parlent pas la langue couramment ou qu'ils ne comprennent pas.
54. D'autres difficultés liées au chevauchement des numéros d'enregistrement temporaires et des numéros de sécurité sociale, ainsi qu'à des retards dans le remboursement des consultations de spécialistes ont également été mentionnées ; la délégation a été informée que ces questions sont en cours de traitement par les ministères compétents.
55. Certaines ONG ont souligné les obstacles rencontrés par les femmes en ce qui concerne la contraception, y compris la contraception d'urgence qui est particulièrement chère. Les ONG jouent un rôle crucial en les assistant, que ce soit par le biais des services médicaux publics ou en leur obtenant un soutien approprié auprès de cliniques privées.

³¹ [Document - Rapid Survey of the 50-20 Programme - UNHCR Romania Thematic Report](#)

³² [Roumanie : Ordonnance d'urgence n° 20/2022 sur l'assistance humanitaire aux personnes fuyant l'Ukraine | Site web européen sur l'intégration \(europa.eu\)](#) (uniquement en anglais)

³³ [Comprendre les obstacles rencontrés par les réfugiés ukrainiens en Roumanie \(who.int\)](#)

56. Le CdE aborde les défis liés à la prestation de soins aux migrants et aux réfugiés dans son « Guide sur la littératie en santé - Favoriser la confiance et l'accès équitable aux soins de santé ³⁴ ». Cet outil pratique suggère de recourir à des traducteurs, des médiateurs interculturels ou à des spécialistes de la vulgarisation qui sauront « traduire » le système de santé à l'attention des patients. Il souligne également les bonnes pratiques où l'emploi de réfugiés dans le système de santé local permet d'améliorer la sensibilité culturelle et contribue à renforcer la résilience.

III.3. BESOIN DE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

57. Les personnes ayant fui l'Ukraine ont été exposées à une violence extrême et ont fait l'expérience de niveaux intolérables de peur et d'anxiété. En outre, les femmes et les enfants, les personnes âgées et handicapées, contraints de quitter leurs foyers et leurs familles doivent s'adapter à un nouveau pays et apprendre une nouvelle langue. Le sentiment de solitude face à toutes ces émotions peut accroître la souffrance et provoquer des problèmes de santé mentale durables. Les symptômes les plus fréquents mentionnés par les psychologues sont les crises d'angoisse, la dépression, l'agressivité et les pensées suicidaires³⁵.

58. Les événements traumatisants induits par la guerre, comme l'exposition à la violence, la perte d'un être cher, le viol, la séparation des familles et la perte de biens augmentent le risque de troubles mentaux, tels que la dépression, l'insomnie et le syndrome de stress post-traumatique (SSPT). Selon l'OMS, avant le début de l'agression, 30% des Ukrainiens souffraient de troubles mentaux³⁶. Les impacts de la guerre peuvent exacerber des troubles de santé mentale préexistants. Certaines estimations font état de 33% de réfugiés ukrainiens souffrant d'anxiété, de dépression ou de SSPT comme conséquences du conflit³⁷.

59. Les traumatismes liés à la guerre ont un impact considérable sur les enfants. Des études scientifiques montrent une prévalence du SSPT chez les jeunes réfugiés, avec une moyenne de 36% de la population mondiale d'enfants réfugiés³⁸ souffrant de ce syndrome. Les vies quotidiennes et les routines ont été brisées, avec une pression supplémentaire pour s'adapter à de nouvelles langues et de nouveaux environnements. Un retour rapide à l'école peut contribuer à atténuer le stress psychologique, en donnant aux enfants un sentiment de stabilité et de normalité ainsi qu'une perspective d'avenir. Les écoles doivent être équipées pour identifier et traiter les problèmes de santé mentale, si et quand ils surviennent.

60. La RSSG a observé que l'un des enjeux majeurs concernant l'accueil et l'assistance aux réfugiés venant d'Ukraine en Roumanie est précisément l'offre de soutien psychologique.

61. Si tous ont reconnu la proactivité des autorités, ainsi que l'excellente et vaste coopération mise en place avec les organisations internationales et les ONG, des obstacles demeurent, notamment le manque de ressources, de personnel qualifié, la barrière de la langue, ainsi que la stigmatisation sociale et le manque de sensibilisation en général à l'importance des soins de santé mentale.

62. De plus, les représentants des ONG qui assistent les victimes ont également mentionné les conséquences sur leur propre personnel, par exemple les traducteurs, et comment certains

³⁴ [Guide sur la littératie en santé - Droits de l'Homme et Biomédecine \(coe.int\)](#)

³⁵ [Journée de la santé mentale : Comment la guerre en Ukraine provoque des traumatismes psychologiques chez des millions de personnes | Euronews](#) (uniquement en anglais)

³⁶ <https://www.who.int/docs/default-source/mental-health/special-initiative/who> (uniquement en anglais)

³⁷ [Six mois après en Ukraine : Le bilan brutal de la santé mentale ne doit pas être négligé, avertit CARE | CARE International \(care-international.org\)](#) (uniquement en anglais)

³⁸ [La santé mentale des enfants et des jeunes réfugiés : Épidémiologie, interventions et orientations futures - PMC \(nih.gov\)](#) (uniquement en anglais)

d'entre eux peuvent souffrir de traumatismes secondaires ou indirects à cause de ce qu'ils entendent. Le besoin de plus de formation et de ressources sur le terrain a été souligné.

63. Le CdE peut offrir une assistance et une formation pour renforcer les capacités et assurer une détection rapide des traumatismes psychologiques et contribuer aux efforts déployés par le personnel des services sociaux et de santé travaillant sur le soutien psychosocial et la réhabilitation des traumatismes. La RSSG est prête à explorer les possibilités de coopération avec les parties prenantes concernées pour mettre en place des activités de renforcement des capacités sur mesure afin de répondre aux besoins identifiés.

III.4. ACCÈS AU MARCHÉ DU TRAVAIL

64. L'ordonnance d'urgence n° 20/2022 sur l'aide humanitaire aux personnes fuyant l'Ukraine a introduit le droit d'entrer, de séjourner et de travailler en Roumanie pour les citoyens ukrainiens pendant 90 jours sans visa de travail. Cela inclut le droit d'être embauché par une personne ou une entreprise, ou d'exercer des activités indépendantes, dans le respect des règles de la profession, de participer à des activités éducatives, à des formations professionnelles ou pratiques conformément à la loi. Après 90 jours en Roumanie, les citoyens ukrainiens ont la possibilité de demander un permis de travail (qui leur donne accès à la résidence temporaire et à l'emploi)³⁹. Ce permis de travail est valable pour les bénéficiaires pendant toute la durée de la protection temporaire. Il donne un accès gratuit au marché du travail, au registre des demandeurs d'emploi et aux services éducatifs. Les bénéficiaires de la protection temporaire en Roumanie peuvent désormais être embauchés sur la base d'un permis de séjour⁴⁰.
65. Les citoyens ukrainiens qui ont acquis la protection internationale en Roumanie, ont également accès au système d'assurance chômage et aux mesures de soutien à l'emploi dans les conditions prévues par la loi pour les citoyens roumains. Pour bénéficier de ces mesures, il est nécessaire de s'inscrire auprès des agences pour l'emploi du pays ou de la municipalité de Bucarest. Des services gratuits sont proposés par l'Agence nationale pour l'emploi (ANOFM), notamment des services de conseil, de formation professionnelle, de recherche d'emploi et d'information sur le marché du travail des États membres de l'UE et de l'Espace Economique Européen⁴¹.
66. Les agences pour l'emploi des départements qui ont des frontières communes avec l'Ukraine envoient régulièrement des représentants aux points de passage frontaliers et aux centres de réfugiés pour informer et conseiller. L'ANOFM a émis et distribué un dépliant en roumain, ukrainien et anglais – que l'on peut également trouver en ligne – contenant un code QR avec les coordonnées de toutes les agences locales et les offres d'emploi.
67. Au moment de la visite, il y avait 5 082 contrats de travail concernant des citoyens ukrainiens. Il y a environ 44 000 postes vacants en Roumanie, 1 845 employeurs utilisent le site Jobs4Ukraine et environ 2 480 offres d'emploi ont été publiées dans la base de données. Le site propose une liste d'emplois qui ne nécessitent pas la connaissance du roumain ou de l'anglais. Au 13 décembre 2022, 325 entreprises avaient ouvert des postes avec une « voie prioritaire » pour les ukrainiens. Cela contribuera encore davantage à faciliter l'accès des ukrainiens à l'emploi.
68. Pour les professions non libérales, les citoyens ukrainiens n'ont pas besoin de fournir les documents pertinents tels que diplômes ou certificats s'ils ont dû fuir sans pouvoir les emporter.

³⁹ [Roumanie : Ordonnance d'urgence n° 20/2022 sur l'assistance humanitaire aux personnes fuyant l'Ukraine | Site web européen sur l'intégration \(europa.eu\)](#) (uniquement en anglais)

⁴⁰ [Protection temporaire - Dopomoha](#) (uniquement en anglais)

⁴¹ [Ibid.](#)

Cette exemption est également valable pour les non-ukrainiens qui étaient employés en Ukraine avant l'agression. Ils peuvent fournir une déclaration sur l'honneur concernant la formation ou l'expérience professionnelle acquises dans le domaine et certifier ne pas avoir de casier judiciaire incompatible avec l'activité. Un modèle est mis à disposition en plusieurs langues. Pour les professions libérales, des certificats officiels ou des diplômes sont exigés.

69. Lors de ses réunions au ministère du Travail et de la Solidarité sociale et au ministère de l'Éducation, la RSSG a saisi l'occasion pour promouvoir le Passeport européen des qualifications des réfugiés (EQPR)⁴² comme l'un des outils permettant de compléter les systèmes nationaux de reconnaissance et d'admission, lorsque cela est approprié et utile. La Roumanie fait partie du programme depuis 2017 bien qu'aucune demande n'ait encore été reçue pour un EQPR en Roumanie.
70. Des programmes concernant l'intégration linguistique des réfugiés adultes ont été mis en place par l'intermédiaire de centres d'éducation régionaux et un soutien financier a été octroyé aux ONG proposant des cours et des formations linguistiques. Les autorités roumaines ont informé la RSSG que plus de 1 000 types de cours éducatifs destinés aux personnes venant d'Ukraine ont été mis en place; cependant, jusqu'à présent, l'intérêt pour ces cours et formations était limité. Le manque de professionnels qualifiés capables d'enseigner le roumain comme langue étrangère a également été souligné.
71. La RSSG encourage la formation de professionnels compétents et attire l'attention sur les outils et instruments de soutien pédagogique du CdE pour enseigner une langue étrangère aux migrants et réfugiés adultes, y compris les ressources dédiées au soutien linguistique pour les réfugiés d'Ukraine⁴³. La RSSG appelle également à une plus large diffusion et formation sur l'EQPR afin de faciliter l'accès au marché du travail et à l'éducation de tous les réfugiés, en particulier de ceux qui fuient l'Ukraine.

⁴² [Le Passeport européen des qualifications des réfugiés \(EQPR\) favorise l'accès des réfugiés ukrainiens au marché du travail en Europe – Education \(coe.int\)](#)

⁴³ [Le CELV lance un nouveau site web pour soutenir l'intégration \(linguistique\) des réfugiés d'Ukraine – Education \(coe.int\)](#)

IV. PERSONNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

IV.1. ENFANTS

IV.1.1. Enfants non accompagnés et séparés

72. Les enfants qui fuient la guerre et cherchent une protection dans un pays étranger sont particulièrement vulnérables et ont besoin d'un soutien et d'un encadrement spécifiques. L'Unicef estime que 33% des réfugiés ukrainiens en Roumanie sont des enfants⁴⁴.
73. Selon l'article 5(1) de la loi sur l'asile, un demandeur avec des besoins d'accueil particuliers est une personne vulnérable qui nécessite des garanties spéciales pour jouir de ses droits et remplir ses obligations en vertu de la loi. L'article 5(2) mentionne les mineurs et les mineurs non accompagnés comme des personnes vulnérables⁴⁵. La direction générale de l'Aide sociale et de la Protection de l'enfance (DGASPC) de chaque département est l'institution habilitée à prendre en charge les mineurs non accompagnés⁴⁶. Pour les mineurs non accompagnés demandeurs d'asile, après leur enregistrement, la procédure est suspendue jusqu'à la désignation d'un représentant légal par la DGASPC. Soit issu de son propre personnel ou bien d'un organisme privé autorisé, le représentant légal soutiendra l'enfant et l'accompagnera tout au long de la procédure d'asile⁴⁷. Pendant la suspension de la procédure, l'enfant bénéficie de tous les droits reconnus aux demandeurs d'asile.
74. Sept « Blue Dots » ont été créés avec le soutien de l'Unicef et du HCR, ainsi que des autorités et partenaires locaux. Les « Blue Dots » sont des espaces sécurisés près des postes-frontières dans les pays voisins de l'Ukraine qui fournissent aux enfants et aux familles des informations et des services essentiels. Ils aident également à identifier et à enregistrer les enfants qui voyagent seuls et à les mettre en contact avec les services de protection.
75. En mars 2022, le Gouvernement roumain a mis en place un groupe de travail pour les enfants non accompagnés, avec des représentants dans chaque département et secteur de la capitale. Un arrêté conjoint du ministère de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances, du ministère de l'Intérieur, du ministère de l'Éducation, du ministère de la Santé et du ministère du Développement, des Travaux publics et de l'Administration a été adopté pour définir les mesures à prendre pour l'enregistrement, le transit, le séjour et la protection des mineurs. Les enfants non accompagnés qui arrivent en Roumanie sont pris en charge par une équipe mobile de la DGASPC, qui décide de l'intérêt supérieur de l'enfant (placement auprès d'un travailleur social ou d'une famille d'accueil, de préférence ukrainienne ou russophone, ou encore placement d'urgence)⁴⁸. Le mineur non accompagné se voit remettre un document d'identité temporaire et est transporté vers la structure compétente. Un dossier personnel est constitué pour chaque demandeur⁴⁹.
76. L'Autorité nationale pour la protection des droits de l'enfant et l'adoption, en collaboration avec l'Unicef, a lancé une base de données pour faciliter l'identification des personnes les plus vulnérables. Cet outil numérique appelé « Primero » est une plateforme logicielle ouverte qui aide les services sociaux, les travailleurs humanitaires et agents de développement à gérer les données relatives à la protection, et à faciliter la gestion des cas, le suivi des incidents, la

⁴⁴ [Soutien de l'UNICEF en Roumanie pour les enfants, femmes et familles réfugiés venant d'Ukraine | UNICEF Roumanie](#) (uniquement en anglais)

⁴⁵ [Besoins d'accueil particuliers des groupes vulnérables - Base de données d'information sur l'asile | Conseil européen sur les réfugiés et les exilés \(asylumineurope.org\)](#) (uniquement en anglais)

⁴⁶ [Information –Dopomoha](#) (uniquement en anglais)

⁴⁷ <https://iqi.mai.gov.ro/en/vulnerable-categories/> (uniquement en anglais ou roumain)

⁴⁸ <https://eurochild.org/uploads/2022/05/Romania-RO-country-profile-for-Alt-Care-and-UASC-for-Ukrainian-children.pdf>

⁴⁹ <https://iqi.mai.gov.ro/en/vulnerable-categories/>

recherche et la réunification des familles⁵⁰. Au moment de la visite les autorités ont informé la RSSG qu'environ 4 900 enfants non accompagnés et séparés étaient enregistrés par la DGASPC, sur un total de 15 480 enfants enregistrés. Ils étaient principalement hébergés dans des familles ou des petites structures d'accueil, ou bien dans des centres d'accueil. Une nouvelle plateforme appelée « KidsUkraine » a été créée, indiquant les places libres dans le système de protection pour placer les enfants. Les départements où les plus grands groupes d'enfants sont hébergés sont Prahova, Iasi, Brasov et Bucarest⁵¹, et 199 enfants sont actuellement dans le système de protection spéciale⁵².

77. Un mécanisme de coordination entre les autorités ukrainiennes et roumaines pour identifier les enfants disparus signalés par les autorités ukrainiennes sur le territoire roumain a également été mis en place⁵³. Les autorités roumaines ont souligné la coopération constante avec l'ambassade d'Ukraine à Bucarest, ce qui facilite l'échange d'informations. Elles ont également salué l'engagement des ONG avec lesquelles elles travaillent en coordination.
78. Un défi commun auquel sont confrontés les pays d'accueil concerne les enfants issus d'institutions en Ukraine. Ces dernières années, la majorité des pays européens, y compris la Roumanie, ont fait de gros efforts pour désinstitutionnaliser leurs systèmes de prise en charge des enfants, en privilégiant le placement en famille ou au sein de petites unités, et d'autres formes de prise en charge alternative dans le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant. Par conséquent, les pays d'accueil peuvent rencontrer des problèmes logistiques pour garder les enfants transférés avec leurs pairs, en particulier les enfants handicapés, et pour assurer des hébergements adaptés aux grands groupes d'enfants. Les différences entre les systèmes de tutelle nationaux peuvent également constituer des défis.
79. En Roumanie, le nombre de tuteurs disponibles semble être insuffisant par rapport aux besoins, même si la situation est très différente d'un département à l'autre. Les autorités ont réagi avec beaucoup de proactivité pour faire face à la nouvelle situation. Elles sont cependant confrontées à la rareté des tuteurs ayant les compétences linguistiques appropriées et la formation nécessaire. Les bonnes pratiques développées dans certains départements pourraient être reproduites ou les connaissances pourraient être partagées et mises à la disposition d'autres régions.
80. Le CdE a toujours plaidé en faveur de la désinstitutionnalisation des enfants, qui est bénéfique pour les enfants, les familles et les communautés. La RSSG attire l'attention sur la Recommandation du Comité des Ministres relative aux droits des enfants vivant en institutions⁵⁴, celle relative à la désinstitutionnalisation des enfants handicapés et leur vie au sein de la collectivité⁵⁵, et sur le Guide sur le placement en famille d'accueil d'enfants non accompagnés ou séparés publié par le Comité directeur pour les droits de l'homme en février 2022⁵⁶. Elle rappelle également la Recommandation sur la tutelle effective des enfants non accompagnés et séparés dans le contexte de la migration⁵⁷. La fiche pratique « Principales obligations des États en vertu de la Convention de Lanzarote sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels⁵⁸ » et le « Manuel sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels dans les situations de crise ou d'urgence⁵⁹ ». Le cours en ligne

⁵⁰ <https://www.primer.org/> (uniquement en anglais)

⁵¹ [Situation en Ukraine : Recalibrage – Plan régional d'intervention pour les réfugiés – mars-décembre 2022 \(unhcr.org\)](#) (uniquement en anglais)

⁵² [Réponse de la Roumanie à la crise des réfugiés d'Ukraine – Rapport annuel janvier 2023](#) (uniquement en anglais)

⁵³ Ibidem.

⁵⁴ [Recommandation Rec\(2005\)5 du Comité des Ministres aux États membres relative aux droits des enfants vivant en institution](#)

⁵⁵ [Recommandation CM/Rec\(2010\)2 du Comité des Ministres aux États membres relative à la désinstitutionnalisation des enfants handicapés et leur vie au sein de la collectivité](#)

⁵⁶ [Guide sur le placement en famille d'accueil d'enfants non accompagnés ou séparés](#) (coe.int)

⁵⁷ [Recommandation sur la tutelle effective des enfants non accompagnés et séparés dans le contexte de la migration \(2019\)](#)

⁵⁸ Fiche pratique - Principales obligations des États en vertu de la Convention de Lanzarote sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels

⁵⁹ [Manuel sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels dans les situations de crise ou d'urgence](#). Également disponible en [roumain](#)

HELP sur les enfants réfugiés et migrants⁶⁰ et la Recommandation du Comité des Ministres sur les principes des droits de l'homme et lignes directrices en matière d'évaluation de l'âge dans le contexte de la migration⁶¹ sont actuellement en cours de traduction en roumain.

81. La RSSG est prête à assister les autorités pour identifier des opportunités de coopération avec les parties prenantes concernées afin de mener des activités sur mesure pour répondre aux défis identifiés ci-dessus.

IV.1.2. Accès à l'éducation

82. Les enfants en provenance d'Ukraine bénéficient du droit à l'éducation dans les écoles roumaines dans les mêmes conditions que les enfants roumains. Cela inclut le droit à des cours gratuits de roumain ; l'hébergement en internat ; des ressources gratuites telles que l'allocation alimentaire fournie par les programmes sociaux, les fournitures, les vêtements, les chaussures, les manuels scolaires, des examens de santé et la vaccination gratuite ainsi que le transport gratuit pour les élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux et ceux bénéficiant d'une mesure de protection spéciale⁶².
83. Un plan national a été mis en place pour intégrer les enfants d'Ukraine, tant dans les écoles publiques que privées. Selon les informations fournies par le ministère de l'Education, au moment de la visite 3 087 enfants ukrainiens étaient inscrits dans le système scolaire roumain, 1 900 à la maternelle, 1 985 dans les écoles primaires et secondaires et 882 au lycée. Il existe la possibilité pour les personnes en provenance d'Ukraine d'entrer au lycée et à l'université sans examens préalables, et pour les chercheurs de poursuivre leurs recherches à l'université. Des mesures spécifiques ont été adoptées pour augmenter le nombre de places exonérées d'impôts dans les universités roumaines pour les ressortissants ukrainiens nouvellement arrivés et désireux de poursuivre leurs études.
84. Les autorités nationales ont communiqué à la RSSG qu'au moment de la visite, sur les quelque 10 000 enfants qui ont franchi les frontières, moins d'un tiers ont été inscrits dans des écoles. Les enfants ukrainiens peuvent poursuivre leur éducation en ligne telle que fournie par les autorités ukrainiennes. Les autorités roumaines ont créé, en coopération avec des ONG, 22 hubs éducatifs pour offrir une assistance et aider les élèves à se connecter aux plateformes d'apprentissage en ligne. À Bucarest, environ 400 élèves sont inscrits dans les hubs. L'enseignement en ligne semble être le système éducatif préféré des parents, ce qui peut être en partie motivé par le manque de reconnaissance du programme éducatif roumain en Ukraine.
85. La RSSG soutient l'intention des autorités de promouvoir un système éducatif mixte. Étant donné l'incertitude de la situation, des solutions pragmatiques, conformes à l'intérêt supérieur de l'enfant, devraient être recherchées. L'enseignement en ligne dans le cadre du programme ukrainien pourrait compléter l'enseignement officiel des enfants ukrainiens dans les classes physiques roumaines, qui devrait être reconnu une fois de retour en Ukraine.
86. La RSSG rappelle à toutes les parties prenantes impliquées dans le système éducatif qu'elles peuvent se prévaloir de l'expertise pertinente du CdE à cet égard, en particulier la Recommandation du Comité des Ministres récemment adoptée sur l'importance de l'éducation plurilingue et interculturelle pour une culture de la démocratie, ainsi que les outils spécifiquement conçus pour aider les praticiens de l'éducation à soutenir l'intégration

⁶⁰ [e-Desks COEHELP sur l'asile/migration pour les avocats qui aident les personnes](#) (uniquement en anglais)

⁶¹ [Recommandation CM/Rec\(2022\)22 du Comité des Ministres aux États membres sur les principes des droits de l'homme et lignes directrices en matière d'évaluation de l'âge dans le contexte de la migration](#)

⁶² [Protection temporaire - Dopomoha](#) (uniquement en anglais)

linguistique des enfants⁶³. Le département éducation du CdE a développé un site web spécifique offrant des ressources dédiées au soutien linguistique des réfugiés d'Ukraine, y compris pour les enfants⁶⁴. Le CdE peut aider les autorités à organiser des formations pour les éducateurs des écoles pilotes et des communautés.

⁶³ [Recommandation CM/Rec\(2022\)1](#) du Comité des Ministres aux Etats membres sur l'importance de l'éducation plurilingue et interculturelle pour une culture de la démocratie (adoptée par le Comité des Ministres le 2 février 2022). [Boîte à outils adaptés pour les enfants](#)

⁶⁴ [Site web du CELV sur le soutien dédié à l'intégration \(linguistique\) des réfugiés d'Ukraine - \(coe.int\)](#)

IV.2. RÉFUGIÉS NON UKRAINIENS

87. Comme indiqué, la Roumanie a mis en œuvre le mécanisme de protection temporaire pour les personnes fuyant l'Ukraine par le biais de l'ordonnance d'urgence n° 20/2022⁶⁵. Les ressortissants non ukrainiens d'un pays tiers ou apatrides qui ont reçu, avant le 24 février 2022, un type de protection internationale ou une protection nationale similaire ou qui ont une résidence légale en Ukraine et qui ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine, peuvent bénéficier de la protection temporaire⁶⁶. Les personnes sans papiers fuyant l'Ukraine peuvent également demander l'asile en Roumanie.
88. Une demande d'asile peut être déposée par tout étranger qui se trouve en Roumanie ou à un point de passage frontalier. Si l'étranger est mineur, la demande d'asile peut être présentée par son représentant légal auprès de la direction de la Protection de l'enfance. Les mineurs qui ont atteint l'âge de 14 ans peuvent demander l'asile en leur propre nom. L'Inspection générale de l'immigration, les unités de la police des frontières dotées de centres de garde et de détention provisoire et les structures de l'administration nationale des établissements pénitentiaires relevant du ministère de la Justice sont compétentes pour recevoir les demandes d'asile⁶⁷. Six centres régionaux pour les procédures et l'hébergement pour demandeurs d'asile (RCPAAS) dépendant de la direction de l'Asile et de l'Intégration ont la compétence territoriale pour recevoir, enregistrer et traiter les demandes d'asile, y compris le centre régional de Giurgiu qui a été visité par la délégation (voir section I.3.).
89. La RSSG salue les efforts et la générosité des autorités roumaines pour la protection offerte aux personnes fuyant l'Ukraine. La plupart des mesures s'appliquent à toutes les personnes fuyant le conflit en Ukraine, quel que soit leur statut – demandeur d'asile, personne bénéficiant d'une protection temporaire ou personne en transit – et leur nationalité – citoyen ukrainien ou apatride en séjour légal en Ukraine. Cependant, le droit d'entrer, de séjourner et de travailler pendant 90 jours sans visa de travail s'applique uniquement aux citoyens ukrainiens, de même que la possibilité pour les étudiants de s'inscrire gratuitement à l'université.

IV.3. RÉFUGIÉS ROMS

90. D'après les informations recueillies, de nombreux réfugiés roms venant d'Ukraine sont sans papiers. Ils demandent généralement l'asile et se voient accorder la protection subsidiaire qui leur permet d'accéder à plusieurs prestations sociales (voir section II.2.36). La législation roumaine ne fait pas de distinctions sur la base de l'origine ethnique.
91. Selon les ONG, ils ont cependant rencontré des difficultés pour accéder à des services tels que le logement. Étant donné que les réfugiés roms voyagent en grands groupes (familles nombreuses et de plusieurs générations), il peut être difficile de les loger dans un seul endroit.
92. D'autres défis sont liés à l'analphabétisme. Les réfugiés roms peuvent rencontrer des difficultés avec les documents administratifs. De plus, il n'est pas possible d'avoir un aperçu complet de leur situation en raison du manque de données disponibles.
93. La RSSG encourage les autorités à prendre en compte les besoins spécifiques des réfugiés roms fuyant l'Ukraine et se félicite de la subvention de 542 000 € que la CEB a approuvée en septembre 2022 au profit de l'ONG internationale Roma Education Fund, afin d'établir un « centre à guichet unique » à Bucarest où les Roms venant d'Ukraine peuvent recevoir soins et protection.

⁶⁵ [Ordonnance d'urgence 20/22 du 7 mars 2022](#) (uniquement en roumain)

⁶⁶ [Protection temporaire - Dopomoha](#) (uniquement en anglais)

⁶⁷ <https://romania.iom.int/news/information-third-country-nationals-tcns-entering-romania-ukraine> (uniquement en anglais)

IV.4. PERSONNES HANDICAPÉES

94. Selon les ONG, 10 % des personnes fuyant l'Ukraine sont des réfugiés handicapés⁶⁸ et les ONG affirment avoir identifié plus de 900 réfugiés d'Ukraine souffrant de handicaps ou de graves problèmes médicaux.
95. Dans la deuxième ordonnance d'urgence⁶⁹ (voir section II.2.) adoptée par le Gouvernement roumain pour soutenir les réfugiés venant d'Ukraine, des mesures spécifiques ont été prises pour les personnes handicapées, qui peuvent bénéficier des services sociaux fournis dans tous les centres résidentiels pour adultes handicapés, respectivement les centres d'accueil, les centres pour une vie indépendante et les centres de réhabilitation.
96. Le 11 mars 2022, l'autorité nationale pour la Protection des droits des personnes handicapées a approuvé la « Procédure pour la fourniture de services sociaux aux adultes handicapés, accompagnés ou non, qui sont entrés en Roumanie depuis la zone de conflit armé en Ukraine et qui ne nécessitent pas de forme de protection conformément à la loi sur l'asile »⁷⁰. Alors que l'autorité nationale coordonne les activités de protection et de promotion des droits des personnes handicapées, les directions générales de l'Assistance sociale et de la Protection de l'enfance fournissent des services sociaux aux adultes handicapés.
97. Les personnes handicapées peuvent contacter les services d'urgence par message (SMS) au 113. Selon les informations reçues, environ 500 enfants handicapés d'Ukraine sont accueillis en Roumanie. Au 5 janvier 2023, 287 personnes ayant des besoins spécifiques bénéficiaient d'une aide à la protection⁷¹.
98. La RSSG souligne l'importance d'aborder la situation des réfugiés handicapés, qui constituent l'une des catégories les plus vulnérables.

⁶⁸ [Agir maintenant pour soutenir les Ukrainiens handicapés et leurs familles – \(EASPD.eu\)](https://easped.eu)

⁶⁹ [Ordonnance d'urgence 20/22 du 7 mars 2022](#) (uniquement en roumain)

⁷⁰ Information donnée par l'Autorité nationale pour la protection des droits des personnes handicapées à l'occasion de la réunion

⁷¹ [Réponse de la Roumanie à la crise des réfugiés d'Ukraine – Rapport annuel janvier 2023](#) (uniquement en anglais)

V. PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE ET PRÉVENTION DE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

V.1. SOUTIEN AUX VICTIMES DE CRIMES DE GUERRE

99. La plupart des réfugiés qui fuient l'Ukraine sont des enfants et des femmes et sont donc particulièrement vulnérables à l'exploitation et aux abus. Au moment de la visite, aucune plainte officielle concernant des violences sexuelles liées au conflit n'avait été déposée auprès des autorités, mais certaines ONG ont mentionné des allégations de violences sexuelles et de viols perpétrés sur des civils en Ukraine, y compris sur des filles et des garçons.
100. On sait que les crimes sexuels liés aux conflits sont peu signalés par les survivants, en raison de la difficulté à parler, à prouver la violence qui n'est pas toujours visible, et du manque d'endroits appropriés et d'assistance pour les signaler. L'accès aux services ou à un soutien peut être difficile pour les personnes victimes de violences sexuelles liées aux conflits, en particulier pour les réfugiés, en raison de la stigmatisation ou des difficultés à s'orienter dans le système, y compris les difficultés linguistiques
101. La RSSG a constaté de manière générale le besoin d'un meilleur accès aux soins de santé sexuelle et reproductive pour les femmes réfugiées, y compris pendant et après la grossesse, et en particulier de soutien aux victimes de violence sexuelle. Les ONG ont fait état de difficultés d'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive en pratique. Les victimes devraient également bénéficier de soins spécifiques et d'un soutien psychologique immédiat et à plus long terme assuré par des spécialistes de la réadaptation post-traumatique (voir III.3).
102. Il est crucial de garantir de bonnes conditions pour la divulgation des témoignages des victimes de violences sexuelles liées aux conflits afin de permettre la poursuite des auteurs. Conformément au principe de compétence universelle, les victimes ukrainiennes de crimes de guerre sexuels perpétrés en Ukraine peuvent déposer une plainte auprès du procureur en Roumanie.
103. La RSSG met l'accent sur l'importance de prévoir un soutien adapté à court et à long terme pour les victimes de crimes de guerre, y compris des soins de santé mentale, sexuelle et reproductive pour les femmes. La RSSG souligne également la nécessité de veiller à ce que les victimes bénéficient d'une assistance appropriée pour pouvoir révéler ce à quoi elles ont été confrontées.

V.2. PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE ET LES ABUS

104. Les réfugiés d'Ukraine, en particulier les femmes et les filles, sont exposés à des risques accrus de violence fondée sur le genre et d'autres formes d'exploitation⁷². Il existe un risque accru de violence à l'égard des femmes que ce soit avant et pendant le voyage vers les pays de transit ou de destination, puis pendant le rapatriement ou la réintégration. La RSSG a observé que les autorités et les partenaires sont vigilants face aux menaces. À RomExpo et dans les centres d'accueil visités, des documents d'information sur les menaces d'abus, d'exploitation et de traite des êtres humains étaient affichés, les numéros de téléphone des lignes d'assistance sont fournis en ukrainien et dans d'autres langues et sont facilement accessibles aux réfugiés.
105. En 2022, plus de 30 réunions ont été organisées par les autorités au niveau régional pour sensibiliser à la violence basée sur le genre. 2 500 réfugiés venant d'Ukraine dans le nord de

⁷² [Droits des enfants et Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique \(coe.int\)](#)

la Roumanie et à Bucarest ont désormais accès à des services de soutien psychosocial et à des conseils juridiques dans les situations de violence sexuelle et fondée sur le genre grâce à un partenariat entre le HCR, la Fondation Sensiblu et les autorités compétentes. Les services sont offerts à Suceava et à Bucarest par des professionnels du domaine – travailleurs sociaux, psychothérapeutes et avocats, avec le soutien d'interprètes en ukrainien, russe et anglais.

106. À RomExpo, 170 réfugiés d'Ukraine ont participé à des séances de sensibilisation à la violence fondée sur le genre, et des groupes de soutien ont été organisés dans les centres d'assistance et d'hébergement. En outre, 52 professionnels des services sociaux, de la police de l'ordre public et de la police aux frontières de Bucarest, Suceava et Baia Mare ont participé à des formations sur l'intervention psychosociale en cas de violence fondée sur le genre chez les réfugiés et les demandeurs d'asile.
107. Etant donné que la majorité des femmes et des enfants réfugiés sont hébergés dans des logements privés dans le cadre du programme 50/20 (voir section III.1.), les ONG ont exprimé des inquiétudes quant au contrôle limité des hôtes privés. À cette fin, le renforcement de la surveillance, du contrôle et de l'examen des hôtes privés devrait permettre de déterminer si la sécurité des femmes et des enfants est assurée dans les logements privés.
108. Plusieurs services d'assistance téléphonique sont disponibles en Roumanie. Le temps moyen de réponse à un appel au numéro d'urgence 112 est de quatre secondes. Une ligne d'assistance spécifique a été mise en place par la police roumaine aux frontières en langue ukrainienne. Une ligne d'assistance pour la violence domestique et les abus sexuels est également disponible auprès de l'agence nationale pour l'Égalité des chances entre les femmes et les hommes. Les autorités ont informé la RSSG que depuis que le numéro gratuit a été diffusé sur des panneaux d'affichage et sur les bus, le nombre d'appels a été multiplié par trois. Il existe également une ligne nationale d'assistance gratuite contre la traite des êtres humains et de conseil aux migrants qui peut recevoir des appels depuis l'Ukraine (n° 527), ainsi qu'un numéro de téléphone national pour les cas de maltraitance d'enfants (n° 119). Les ONG ont toutefois indiqué que ce service n'est disponible qu'en roumain et que certaines lignes d'assistance ne sont accessibles que du lundi au vendredi.
109. Les autorités roumaines ont souligné leur engagement en faveur de la mise en œuvre de la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (ci-après « Convention d'Istanbul »)⁷³. Elles estiment que depuis 2021, les services concernant la violence basée sur le genre dans le pays ont triplé. Le Groupe d'experts sur la lutte contre la violence domestique et la violence faite aux femmes (GREVIO) a noté dans son rapport d'évaluation de référence 2022 sur la Roumanie qu'il était nécessaire d'améliorer l'identification rapide des victimes de violence parmi les femmes demandeuses d'asile, en vue de leur assurer un hébergement adéquat, un accès aux services de soutien et à la protection⁷⁴.
110. L'identification précoce des demandeurs d'asile vulnérables, y compris les femmes victimes de violence fondée sur le genre, semble être entravée par la rotation du personnel et le besoin constant de formation du personnel au sein des autorités chargées de l'asile. En outre, l'accent est mis de façon limitée sur l'aiguillage et la gestion des cas individuels. De même, la compréhension de la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique, ainsi que de l'importance de la prévention, de l'identification des victimes et de la fourniture d'un soutien adéquat, est limitée. Selon le GREVIO, les questions liées à la violence fondée sur le genre ne sont pas traitées de manière systématique ou adéquate. Le Groupe d'experts a également recommandé d'assurer la mise en place de procédures d'accueil et des services d'aide

⁷³ Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique

⁷⁴ GREVIO - [Rapport d'évaluation de référence sur la Roumanie](#), 2022

sensibles au genre pour les femmes demandeuses d'asile et réfugiées qui ont subi ou risquent de subir des violences fondées sur le genre, y compris des violences sexuelles⁷⁵.

111. La RSSG encourage les autorités roumaines à fournir des services de soutien adaptés dans tout le pays pour les victimes de toutes les formes de violence couvertes par la Convention d'Istanbul, et à étendre la disponibilité de toutes les lignes d'assistance téléphonique 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

V.3. TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

112. La Roumanie est principalement un pays d'origine pour les victimes de traite des êtres humains⁷⁶. Le rapport de la conseillère d'État M^{me} Turza sur la réponse de la Roumanie à la crise des réfugiés ukrainiens mentionne que le ministère de l'Intérieur effectue des « contrôles de sécurité » pour prévenir les cas de traite des êtres humains, notamment des contrôles routiers, par la vérification de l'immatriculation de véhicules et de visites de lieux d'hébergement. Il indique également que le 9 mars 2022, une ligne d'assistance téléphonique spécialisée a été mise en place et qu'un mécanisme d'orientation spécifique pour les victimes potentielles a été mis en œuvre aux points d'entrée de la frontière par l'agence nationale contre la Traite des personnes et la société civile⁷⁷.
113. Au moment de la visite, les autorités et les agences de l'ONU ont informé la RSSG qu'aucun signalement de traite impliquant des personnes ayant fui l'Ukraine n'avait été reçu, mais qu'ils étaient conscients qu'il pouvait y avoir des cas non signalés. Pour de nombreux interlocuteurs rencontrés sur le terrain, il semble irréaliste de considérer qu'aucun cas ne puisse impliquer des réfugiés d'Ukraine, puisque le phénomène préexistait au conflit.
114. Le rapport mondial 2022 de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) sur la traite des personnes a mis en garde contre le risque accru de traite pour les Ukrainiens. Avant l'agression, l'Ukraine constituait déjà un important pays d'origine de traite des êtres humains. Entre 2017 et 2021, des victimes de la traite en dehors de l'Ukraine ont été détectées dans 40 pays d'Europe. Selon l'ONUDC, le conflit actuel en Ukraine pourrait générer un nombre sans précédent de victimes si des mesures d'atténuation ne sont pas mises en place⁷⁸. Comme le souligne ONU Femmes Europe, le fait que la majorité des personnes fuyant l'Ukraine soient des femmes seules ou avec des enfants augmente les risques de traite d'êtres humains⁷⁹. Parmi les pays voisins de l'Ukraine, la Roumanie est celui qui accueille le plus fort pourcentage de femmes : 55 %⁸⁰. La question de la détection et de l'identification des victimes potentielles apparaît donc cruciale dans ce contexte.
115. Ce risque est amplifié davantage par le fait que les trafiquants recrutent de plus en plus par le biais des plateformes en ligne, comme l'a souligné un rapport du Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) en 2022⁸¹. Europol a identifié des plateformes et des activités en ligne suspectes dans le cadre d'une action conjointe en ligne avec 14 États membres de l'UE, dont la Roumanie, qui visait des réseaux criminels sollicitant des réfugiés ukrainiens à des fins d'exploitation sexuelle et d'exploitation du travail via des sites web et des plateformes de médias sociaux. À cette occasion, les agents

⁷⁵ Voir le paragraphe 446 du [rapport sus-cité](#)

⁷⁶ Voir le paragraphe 11 du [rapport d'évaluation du GRETA sur la Roumanie, troisième cycle d'évaluation, 2021](#)

⁷⁷ [Réponse de la Roumanie à la crise des réfugiés d'Ukraine – Rapport annuel janvier 2023](#) (uniquement en anglais)

⁷⁸ Rapport mondial 2022 de l'ONUDC sur la traite des personnes (uniquement en anglais)

⁷⁹ [Traite et exploitation sexuelle des réfugiés ukrainiens en hausse \(euractiv.com\)](#) (uniquement en anglais)

⁸⁰ [Plan régional d'intervention du HCR pour les réfugiés dans la situation ukrainienne](#) (uniquement en anglais)

⁸¹ [Nouveau rapport sur la traite des êtres humains en ligne et facilitée par les technologies - Lutte contre la traite des êtres humains \(coe.int\)](#)

des services répressifs ont découvert un nombre important d'offres d'emploi suspectes ciblant des femmes ukrainiennes⁸².

116. Le GRETA, dans son rapport de 2021 sur la Roumanie, a noté avec inquiétude l'ampleur de la traite des enfants en Roumanie et la nécessité pour les autorités roumaines de renforcer leurs efforts pour identifier les enfants victimes, y compris lorsque le recrutement et/ou l'exploitation ont lieu en ligne, et de leur fournir une assistance spécialisée. Le GRETA a recommandé que les autorités roumaines intensifient leurs efforts pour prévenir la traite des enfants en sensibilisant et en formant les professionnels de la protection de l'enfance dans tout le pays, en sensibilisant par l'éducation, et en accordant une attention particulière aux communautés roms et aux enfants migrants. Le GRETA s'est également dit préoccupé par la capacité limitée des refuges gérés par l'État, ainsi que par le manque de financement public des ONG. En outre, le GRETA a formulé plusieurs recommandations visant à améliorer l'accès des victimes à la justice et à des voies de recours efficaces, ainsi que la réponse de la justice pénale à la traite des êtres humains⁸³.
117. Selon les ONG, la police locale se concentre davantage sur la prostitution forcée que sur les autres formes possibles de traite et n'est pas toujours consciente de la complexité de la problématique.
118. Les agences de l'ONU à Bucarest ont mentionné que la Roumanie est en train de devenir un pays de destination de la migration à des fins de travail. Le secteur privé fait pression car il a un besoin croissant de main-d'œuvre (voir section III.4). Comme l'a indiqué le CdE, la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail est en augmentation dans les États membres et représente l'un des principaux défis actuels en Europe⁸⁴.
119. La RSSG soutient les autorités roumaines dans leurs efforts pour rester vigilantes face à toutes les formes possibles de traite des êtres humains, et pour traiter la question de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail par des mesures de prévention et de renforcement des capacités. Elle attire l'attention sur la Recommandation CM/Rec(2022)21 du Comité des Ministres aux États membres sur la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail, adoptée le 27 septembre 2022⁸⁵ et invite les autorités à utiliser les normes existantes du CdE à cet égard, en particulier celles contenues dans la Convention du CdE sur la lutte contre la traite des êtres humains, et les orientations pertinentes publiées par son organe de monitoring, le GRETA⁸⁶. Elle encourage également les autorités à continuer de bénéficier du cours HELP sur la lutte contre la traite des êtres humains, ainsi que des e-Desks HELP sur l'asile et les migrations, qui fournissent des informations et des formations pertinentes aux professionnels du droit et aux responsables des migrations sur le traitement efficace des affaires impliquant des réfugiés et des personnes déplacées avec un accent particulier sur les réfugiés d'Ukraine, et qui sont disponibles en roumain⁸⁷.

⁸² [Un hackathon européen s'attaque aux trafiquants d'êtres humains qui attirent les réfugiés ukrainiens sur le web \(europol.europa.eu\)](https://www.europol.europa.eu) (uniquement en anglais)

⁸³ [Rapport d'évaluation du GRETA sur la Roumanie, troisième cycle d'évaluation, 2021](#)

⁸⁴ Voir "Relever les défis à venir - Renforcer le Conseil de l'Europe - Rapport du Secrétaire Général 2019".

⁸⁵ [CM/Rec\(2022\)21 sur la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail](#)

⁸⁶ [Lutter contre les risques de traite des êtres humains liés à la guerre en Ukraine et à la crise humanitaire qui en découle.](#)

⁸⁷ [e-Desks CoEHELP sur l'asile/migration pour les avocats qui aident les personnes fuyant la guerre en Ukraine](#) (uniquement en anglais)

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les autorités roumaines, aidées par la société civile et les organisations internationales, ont réagi de manière rapide et efficace à l'afflux sans précédent de personnes fuyant l'Ukraine. La plupart des personnes qui remplissent les critères d'éligibilité reçoivent les avantages et les services associés au statut de protection temporaire. Le système de coordination global mis en place est une bonne pratique qui peut être considérée comme un modèle. L'identification des vulnérabilités spécifiques reste essentielle, de même que le renforcement des capacités. Dans le contexte actuel, la RSSG offre le soutien du CdE pour renforcer la procédure d'asile en place et améliorer l'accès aux services de protection pour les personnes en situation de vulnérabilité.

Ce rapport n'a pas pour but de fournir une image complète de la situation des personnes se réfugiant en Roumanie, ni une analyse complète de toutes les considérations stratégiques. Son objectif principal est d'identifier certains domaines dans lesquels le CdE peut fournir une assistance, à la demande des autorités roumaines, au pays afin de faire face aux défis existants. Dans le cadre du Plan d'action sur la protection des personnes vulnérables dans le contexte des migrations et de l'asile en Europe (2021-2025), et en étroite coopération avec les organisations internationales, le savoir-faire et l'expertise peuvent être exploités pour fournir un soutien technique et sur mesure aux entités compétentes. Le CdE suggère les actions suivantes :

1. Soutenir les autorités nationales et locales et toutes les parties prenantes concernées dans l'identification et l'orientation précoces des personnes en situation de vulnérabilité, et améliorer les connaissances et les compétences des professionnels et juristes impliqués dans le processus d'enregistrement en ce qui concerne les garanties pour les personnes ayant des besoins particuliers. Une diffusion plus large des cours en ligne gratuits HELP pourrait également contribuer à améliorer les garanties procédurales pour les personnes en situation de vulnérabilité.
2. Apporter l'expertise du CdE pour sensibiliser et soutenir toutes les parties prenantes qui fournissent une assistance psychologique aux personnes fuyant l'Ukraine, notamment par la formation de psychologues, de travailleurs sociaux et d'autres professionnels de première ligne, afin de mieux détecter et traiter les traumatismes de guerre chez les réfugiés venant d'Ukraine.
3. Soutenir les autorités compétentes dans la diffusion d'informations et de connaissances sur le passeport européen de qualification pour les réfugiés (EQPR) afin de faciliter l'accès au marché du travail et à la formation continue pour tous les réfugiés.
4. Soutenir les autorités compétentes, les institutions et les parties prenantes concernées en ce qui concerne la protection des enfants non accompagnés et séparés, y compris la mise en œuvre effective de la recommandation du CdE sur la tutelle, et la formation des fonctionnaires et autres personnels en contact avec les enfants réfugiés.
5. Coopérer avec les autorités à tous les niveaux, y compris au niveau local, afin de faciliter l'inclusion linguistique des adultes et des enfants par la mise en œuvre des lignes directrices et des outils existants du CdE et la fourniture de formations pour les éducateurs et les professeurs de langues.
6. Aider les autorités compétentes à prévenir et à détecter la traite des êtres humains, notamment à des fins d'exploitation par le travail, ainsi que la violence à l'égard des femmes et des enfants sous toutes ses formes, en tenant compte des risques de recrutement et d'exploitation en ligne. Une attention particulière doit être accordée à la protection des victimes, notamment par le biais de formations tenant compte de la dimension de genre et conformément aux normes et orientations du CdE, en coordination avec d'autres organisations internationales.

VII. ANNEXE: PROGRAMME DE LA VISITE

Lundi 12 décembre 2022

- 10:00 – 11:00** Réunion avec les **ONG**, coordonnée par le Conseil National Roumain pour les Réfugiés. Participation des membres de la Coalition pour les droits des migrants et des réfugiés (Anais, Terre des Hommes, ECLER, AIDRom, ARCA, Asociația Novapolis, APML, Save the Children), Caritas, Service jésuite des réfugiés (JRS).
- 13:00 – 15:00** Réunion avec les organisations des Nations Unies : **HCR, UNICEF et OIM**
- 15:00 – 18:00** Visite du **Centre régional de Giurgiu pour les procédures et l'hébergement des demandeurs d'asile**

Mardi 13 décembre 2022

- 09:45 – 10:45** Rencontre avec Mme Renate Weber, Avocat du Peuple de Roumanie
- 13:00 – 13:50** Rencontre avec Mme Elena Tudor, secrétaire d'État, présidente de l'Autorité nationale pour la protection des droits de l'enfant et l'adoption ;
Rencontre avec Mme Luminita Popescu, présidente de l'Agence nationale pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes
Ministère de la Famille, de la Jeunesse et de l'Egalité des chances
- 14:10 – 15:00** **Rencontre** avec M. Ionel-Florian Lixandru, secrétaire d'Etat chargé de l'Intégration scolaire des enfants réfugiés ukrainiens
Ministère de l'Education
- 15:00 – 17:00** Visite du **Hub de Romexpo** - Réunions avec M. Toni Greblă, Préfet de Bucarest, l'Inspection Générale de l'Immigration, les organisations internationales (HCR, OIM, UNICEF, OMS, EUAA), les ONG
- 17:30 – 18:30** Visite du centre d'hébergement, chargé de la protection de l'enfance, des groupes vulnérables, des personnes handicapées et roms - Géré par le conseil local de Bucarest : **Direction générale de l'assistance sociale et de la protection de l'enfance** - Secteur 3
- 19:00 – 20:00** **Rencontre** avec Mme Claudia LIXANDRU, Directrice de la **Fondation Roma Education Fund Romania**

Mercredi 14 décembre 2022

- 09:00 – 09:45** Rencontre avec Mme Daniela Zaharia Mănescu, Avocat membre du **Barreau de Bucarest**
- 10:00 – 10:50** Rencontre avec le Colonel Silviu Stoian, directeur adjoint de la Direction générale de la Protection civile au sein du Département de la protection civile, M. Mihai Lupu, conseiller du secrétaire d'État, le Commissaire Cătălin Ivan, chef intérimaire de l'Unité pour les politiques UE-OTAN et le partenariat stratégique dans le domaine de la protection civile, Mme Raluca Erdinc, Commissaire de police, Unité des relations internationales, Direction générale des Affaires européennes, Schengen et relations internationales
Ministère de l'Intérieur

- 11:00 – 11:55** Réunion avec le Dr. Tiberius Marius Brădăţan, secrétaire d'État
Ministère de la Santé
- 12:00 – 13:00** Réunion avec M. Florin Cotosman, président de l'Agence nationale pour l'emploi (**ANOFM**) ; Experts de l'ANOFM et de la Direction de la politique de l'emploi, des compétences et de la mobilité professionnelle ; Experts de **l'Autorité nationale pour la protection des droits des personnes handicapées**
Ministère du Travail et de la Protection sociale
- 14:00 – 15:00** Réunion avec M. Traian Hristea, secrétaire d'état aux Affaires internationales et aux Stratégies diplomatiques
Ministère des Affaires étrangères
- 15:30 – 16:30** Réunion avec George Cătălin Şerban, secrétaire d'état
Ministère de la Justice
- 17:00 – 19:00** Visite d'un centre éducatif pour les réfugiés ukrainiens

Réunions en ligne

Mardi 10 janvier 2023

Réunion avec le Dr. Raed Arafat, Secrétaire d'état, Département des situations d'urgence
Ministère de l'Intérieur

Mercredi 18 janvier 2023

Réunion avec Mme Mădălina Turza, conseillère d'État, **Bureau du Premier ministre du Gouvernement de la Roumanie**